

Les rapports annuels publiés par diverses organisations nationales et internationales démontrent que les violations des droits de l'homme sur le territoire colombien continuent d'être un problème sérieux. Par exemple, durant l'année 2013, 78 défenseur-se-s des droits humains (DDH) ont été assassinés contre 69 en 2012 et 49 en 2011.

Violence en 2014: chiffres alarmants

Selon la plateforme "We are Defenders", la tendance à la violence pour 2014 se confirme déjà. Entre janvier et mars, 96 attaques ont été enregistrées contre 45 à la même période en 2013. Toujours entre janvier et mars 2014, 16 DDH ont été tués contre 15 à la même période l'année précédente.

Selon le rapport du bureau colombien du Haut-commissariat aux droits de l'homme, ces chiffres élevés s'expliquent par une coordination insuffisante entre les institutions et le manque de volonté d'assumer les responsabilités pour les violations des droits humains de la part du gouvernement colombien. De plus, étant donné l'isolement rural de beaucoup d'activistes, il est courant que l'absence d'une entité étatique encourage les attaques.

Les auteurs

Les auteurs de ces agressions sont souvent des groupes néo-paramilitaires (ou « post-démobilisation »), les forces armées ou encore la guérilla. Ceux-ci sont souvent dérangés par les activités des défenseurs des droits humains, qui dénoncent leurs pratiques et réclament justice.

Les groupes à risque

Les individus encourant le plus haut risque d'agression sont en majorité des individus impliqués dans des activités de défense des droits de l'homme tels que des avocats, des journalistes, des femmes ainsi que des personnes déplacées réclamant la restitution de leurs terres. Ceux-ci

sont victimes entre autres de menaces de mort, d'intimidation, d'emprisonnement arbitraire, de disparitions et déplacements forcés, de tentatives d'assassinat ou même de meurtre.

Assassinat du leader d'une association de restitution des terres

En effet, le 9 avril 2014, Adán Quinto a été assassiné près de son domicile dans la ville de Turbo (Antiquia). Ce dernier était le chef de l'association Nouveau retour à Cacarica, une association militant pour la restitution des terres aux peuples déplacés. Son assassinat a donné suite à des dénonciations provenant de plusieurs organisations internationales, dont Peace Brigades International, qui réclament une procédure juridique pertinente ainsi que des mesures de prévention et de protection pour les autres activistes.

Lire le Communiqué de PBI Colombie sur cet assassinat ([espagnol](#))